

Convention collective
IDCC : 9493. – CHAMPIGNONNIÈRES
(Maine-et-Loire)
(10 janvier 1972)
(Etendue par arrêté du 13 juillet 1973,
Journal officiel du 18 août 1973)

AVENANT N° 113 DU 19 DÉCEMBRE 2013

NOR : *AGRS1497032M*
IDCC : 9493

Entre :

Le syndicat agricole des cultivateurs de champignons de l'Ouest,

D'une part, et

Le syndicat des travailleurs des champignonnières de Maine-et-Loire CFDT ;

L'UD FO ;

Le SNCEA CGC ;

L'UD CFTC de Maine-et-Loire,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 5 de la convention collective est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 5

Révision

Les clauses relatives aux salaires sont en principe révisées en début d'année, lorsque le Smic se trouve modifié. A cette fin, la commission mixte est convoquée au cours du premier trimestre ou dans les 30 jours consécutifs à la publication au *Journal officiel* de l'arrêté modifiant le Smic.

En ce qui concerne les autres clauses, la demande en révision peut être introduite à tout moment, par l'une quelconque des parties. Elle doit être signifiée, par lettre recommandée, aux autres signataires et à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE). La commission mixte commence à étudier les modifications demandées dans les 30 jours qui suivent la date d'expédition de la lettre recommandée précitée. »

Article 2

Sont apportées à la convention collective les modifications suivantes :

Le 1^{er} alinéa du « 1. Primes pour travaux pénibles » de l'article 31 « Primes accessoires du salaire » est ainsi rédigé : « Des primes pour travaux pénibles sont accordées à raison de : ».

Au premier alinéa de l'article 36 « Garantie d'un salaire mensuel », les mots : « stipulations de l'article L. 713-12 » sont remplacés par les mots : « dispositions de l'article L. 713-2 ».

Le 3^e alinéa du « 1. Définition des salaires mensuels » de l'article 37 « Mensualisation » est ainsi rédigé :

« Sans préjudice du droit pour les salariés mensualisés de percevoir un acompte par mois, les salariés ne bénéficiant pas de la mensualisation sont payés au moins 2 fois par mois, à 16 jours au plus d'intervalle. »

La première phrase du 1^{er} alinéa du « 2. Paiement du salaire au mois » du même article 37 est remplacée par la phrase : « La rémunération des salariés n'entrant pas dans l'une des catégories citées au premier alinéa du 1 ci-dessus est mensuelle. »

Au 2^e alinéa du même paragraphe « 2. Paiement du salaire au mois », les mots : « dispositions de l'article L. 713-12 » sont remplacés par les mots : « dispositions de l'article L. 713-2 ».

Au 1^{er} alinéa du « 3. Rémunération mensuelle garantie pour les salariés mensualisés » du même article 37, les mots « visée au paragraphe *b* ci-dessus » sont supprimés.

Au premier alinéa du « 1. Personnel d'encadrement » de l'article 44 « Indemnisation de la maladie et de l'accident », les mots « art. 47 » sont remplacés par les mots « art. 45 ».

A l'article 46 « Médecine du travail : adhésion », les mots « et apprentis » sont supprimés.

Le dernier alinéa de l'article 58 « Non-respect de la procédure. – Indemnité » est rédigé comme suit :

« Cette indemnité n'exclut pas l'attribution à la partie lésée de dommages-intérêts dont le montant est fixé par la juridiction compétente. »

Article 3

Dans l'intitulé de l'article 21 « Maladie. – Suspension. – Licenciement. – Priorité d'embauche », le mot : « Maladie » est remplacé par les mots : « Prolongement de la maladie ».

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de Maine-et-Loire de la DIRECCTE Pays de la Loire (section d'inspection du travail agricole), 7, rue Bouché-Thomas, BP 23607, 49036 Angers Cedex 01.

Fait à Angers, le 19 décembre 2013.

(Suivent les signatures.)